

TRADITIONS, TRANSGRESSIONS ET CONTRE-FEUX

PAR LE GÉNÉRAL FRANÇOIS TORRÈS - PROMOTION « MARÉCHAL JUIN » (1966-68)

La manifestation la plus emblématique de la pensée politique traditionnelle chinoise toute de contradictions, est « l'harmonie » confucéenne. Faite de séduction humaniste et morale, spéculant sur la perfectibilité de chacun par l'étude, elle est aussi le cœur d'une pensée conservatrice d'organisation de la société autour des fidélités filiales et politiques. Divisant le peuple en couches immuables, elle conforte le pouvoir en place, tenant à distance la contestation par la morale.

Presqu'aussi connue en Occident est l'autre pensée contradictoire du taoïsme, matrice culturelle de « l'art de la guerre » de Sun Zi, dont les principaux aphorismes prêchent eux aussi le détour et la séduction en vue de la victoire totale : « L'art de la guerre, c'est de soumettre l'ennemi sans combat » et « il faut feindre la faiblesse, afin que l'ennemi se perde dans l'arrogance ».

Jusque récemment, ces préceptes obliques et de dissimulation étaient scrupuleusement appliqués par les stratèges chinois à la suite de l'injonction de Deng Xiaoping qui, dans les années 80, préconisait de « cultiver ses talents en restant modeste, pour gagner du temps ».

L'une des plus habiles manipulations, facilitée par la crédulité des démocraties d'autant plus candides qu'elles étaient en quête du « grand marché chinois », fut de laisser croire qu'après les réformes économiques d'ouverture ayant tourné le dos au collectivisme bolchevique, le système politique lui-même pourrait évoluer de la verticalité léniniste vers un accommodement donnant plus de pouvoir aux assemblées et séparant la justice de l'exécutif.

Même ses anciennes revendications en mer de Chine du sud datant de Tchong Kai Chek étaient nimbées d'ambiguïté. Tout en ne déviant jamais de sa prétention impériale, Pékin a, en effet, longtemps laissé croire que sa quête territoriale réclamant l'ensemble de la mer de Chine plus grande que la Méditerranée n'était pas au cœur de ses intérêts vitaux et qu'elle pouvait être négociée.



Deng Xiaoping, qui prônait la modestie et la prudence, et Xi Jinping a clairement pris le contrepied de ce pragmatisme

Dans le détroit de Taïwan, placé depuis 1949 sous l'exigence d'une réunification y compris par la force, le Parti avait cependant toujours privilégié l'approche oblique de Sun Zi, espérant subjuguier l'île par la puissance de son commerce et l'attrait de son marché.

Le tout était placé sous l'habile propagande du discours de Pékin sur la montée en puissance « pacifique » de la Chine inaugurée au forum de Boao de 2003, d'ailleurs modifiée en 2004 en « développement pacifique », l'appareil, tout à son souci de dissimulation, ayant lui-même considéré que « puissance » serait mal perçue à l'étranger.

Depuis le 19^e Congrès en octobre 2017, transgressant radicalement les préceptes obliques de Deng Xiaoping, l'ambiguïté a déserté le discours stratégique chinois. À cette occasion, Wang Yi le ministre des Affaires étrangères, affirma avec le Parti et à la suite de Xi Jinping, que les « caractéristiques chinoises » démarquées des systèmes occidentaux étaient capables de « proposer un modèle de modernisation efficace aux pays en développement ».

La déclaration, coup de cymbale géopolitique, signifiait la fin des illusions occidentales qui spéculaient sur l'alignement progressif de la Chine sur les « valeurs de l'Ouest ».

En mer de Chine du sud, Pékin militarise et élargit les îlots en les bétonnant. Réagissant avec aigreur aux intrusions de la Marine américaine qui conteste ses revendications territoriales obtenues par la transformation artificielle des récifs, la Marine de guerre chinoise défie l'US Navy, tandis que la 2^e artillerie laisse planer la menace d'une riposte balistique.

Dans le détroit de Taïwan, le président Xi Jinping, qui dit ne pas « pouvoir » renoncer à la force pour dissuader une déclaration d'indépendance, exprime une nervosité nouvelle articulée à l'urgence d'une réunification jugée incontournable dans le cadre du rêve chinois de renaissance.

Depuis cet affichage dérogeant à l'injonction de prudence et de modestie, la Chine est aux prises avec de puissants contre-feux aux États-Unis, en Europe,

en Asie du sud-est, en Australie, en Nouvelle-Zélande, à Ceylan, aux Maldives et en Afrique.

Les ripostes les plus sévères sont venues du cœur politique de l'Europe et des États-Unis.

Le 28 février 2018, à peine quatre mois après le congrès du parti communiste chinois, lors de la conférence européenne annuelle de sécurité de Munich, Sigmar Gabriel, ministre allemand des Affaires étrangères, avait mis en garde que la Chine « développait un système alternatif global, ne s'appuyant pas sur la liberté, la démocratie et les droits des individus ».

Alors que la querelle douanière sino-américaine se dilatait en une rivalité stratégique globale, le vaste projet des « Nouvelles routes de la soie » concentra de nombreuses critiques accusant Pékin de précipiter les pays en développement dans le piège de la dette des finances chinoises.

Le 4 octobre, Mike Pence, vice-président américain prononça un discours d'une rare violence énumérant une douzaine de griefs politiques, y compris les ingérences chinoises dans la politique intérieure américaine, les Ouïghour massivement « rééduqués » dans des camps au Xinjiang et la surveillance *orwellienne* de la population par une nuée de caméras connectées à des fichiers informatiques.

Depuis, le 1^{er} décembre, date de l'arrestation à Vancouver de Meng Wanzhou directrice financière de Huawei et fille du PDG Ren Zhengfei, à laquelle Pékin a riposté en condamnant à mort un Canadien accusé de trafic de drogue, l'affaire Huawei est une synthèse des rivalités sino-américaines où se croisent la guerre technologique, les accusations d'espionnage, le vol de secrets industriels, l'impérialisme juridico-industriel américain et le contraste des systèmes judiciaires aux ordres du pouvoir en Chine et indépendant de l'exécutif aux États-Unis.

Ce n'est pas fini. Le 10 janvier 2019, par une déclaration écrite, la puissante fédération des industries allemandes attirait l'attention de l'UE sur les risques d'une « trop grande dépendance au marché chinois » et sur la montée des défis posés par la Chine « désormais engagée », dit la note, « dans une bataille contre le marché libre ».

Venant d'un pays qui fut, il y a seulement six années, le meilleur allié de la Chine en Europe, la déclaration est un sérieux coup de semonce. Remettant en cause les relations de la Chine avec Berlin, il est aussi de nature à sonner l'alerte au sein du sérail politique chinois sur la pertinence des stratégies extérieures du Parti.

Enfin en janvier, les nouvelles crispations entre Pékin et Berlin prenaient un tour inattendu à la portée stratégique globale. Alors que Moscou et Washington se jetaient à la figure la responsabilité de l'abrogation future du traité de la guerre froide sur les Forces nucléaires intermédiaires, le ministre des Affaires étrangères allemand Heiko Maas dénonçait sans ambages les menaces militaires directes de Pékin contre Taïwan qu'il jugeait « inacceptables, quels que soient les différends dans le détroit. »

Croisant directement l'affaire des Forces nucléaires intermédiaires, la dénonciation mettait à jour le double langage de Pékin qui, pour s'exonérer de participer au traité FNI, a toujours clamé que ses missiles n'avaient qu'une mission défensive. Or chacun sait depuis longtemps et Heiko Maas, prenant le contrepied de l'habituelle discrétion diplomatique allemande, éclaire cette réalité d'une lumière crue, les missiles balistiques intermédiaires et de croisière chinois de toutes portées constituent le principal outil des pressions militaires contre Taïwan.

Leur mission est double et bien connue : dissuader l'île de Taïwan devenue démocratique de déclarer

l'indépendance ; tenir à distance les velléités américaines de s'engager dans le détroit. Récemment et sans le dire officiellement, mais de nombreux articles de la presse ouverte militaire chinoise y font allusion, les nouveaux missiles mobiles DF-26 (5 500 km) peuvent menacer Guam et la Marine américaine croisant en mer de Chine du sud.

Par son affirmation de puissance ayant attisé des contre-feux, la Chine s'est elle-même placée au cœur d'une controverse stratégique dont elle se croyait préservée. Plus largement, la voie résolument anti-occidentale choisie par l'actuelle direction politique du pays ciblé de toutes parts par de vigoureuses ripostes, fonde une partie des critiques internes contre le président.

